



Discours du Président du Comité national olympique et sportif français

Assemblée Générale du CNOSF

28 mai 2019

Bonjour à tous et à toutes,

Bienvenue à la Maison du sport français pour cette Assemblée Générale qui revêt aujourd'hui un caractère particulier eu égard à la situation globale, et où vont se côtoyer motifs d'espérance et sujets d'interrogations.

Avant toute chose j'aimerais saluer les différentes personnalités qui nous font l'amitié d'être présentes à nos côtés.

Avant de commencer le rapport moral, je souhaite que l'on marque quelques instants de recueillement pour celles et ceux qui nous ont quittés depuis notre dernière Assemblée Générale et auxquels nous pensons affectueusement, avec un salut particulier à ceux qui ont été présidents de fédération et membres de notre conseil d'administration : Pierre CAMOU et Michel DESBOIS.

Merci...

Je souhaite en premier lieu commencer par des remerciements, à vous en particulier Présidentes et Présidents de fédérations membres de notre institution. Vous avez été les uns et les autres sollicités comme jamais par le CNOSF au cours de l'année qui vient de s'écouler. Le sujet évidemment essentiel de la réflexion sur le modèle sportif français a nécessité pas moins de 6 réunions thématiques et 24 groupes de travail sur les sujets proposés, avec à chaque fois la production d'une contribution par le CNOSF, avant que ne soit établie la synthèse par Laurence LEFEVRE et Patrick BAYEUX, les deux co-pilotes du rapport final.

Depuis, les groupes Olympiques et non Olympiques se sont réunis à 14 reprises, parfois ensemble, le plus souvent séparément, parfois en commission et en ma présence, parfois en groupe de travail dont l'animation avait été confiée à certains d'entre vous que je souhaite remercier très sincèrement pour ce rôle délicat et important. Merci donc à André GIRAUD, Jean-Jacques MULOT, Jean-Luc ROUGE et Michel VION pour les Olympiques et à Emmanuelle BONNET-OULALDJ, Jean-Denis BARBET et Véronique MOREIRA pour les non olympiques.

Plus généralement, un grand merci à tous pour votre participation active à toutes ces réunions qui ont été importantes pour le mouvement sportif et qui ont aussi illustré sa vitalité. Nous avons eu en permanence le souci de trouver une position consensuelle à défaut d'être

unanime et nous l'avons toujours fait dans le respect de la diversité et la volonté de l'unité. Ces réunions se sont toutes déroulées à la maison du sport français, dans un climat constructif, à la fois passionné et convivial. Tout cela a créé un véritable esprit de corps au sein de notre famille. Il me semble pouvoir affirmer aujourd'hui que notre mouvement en sort renforcé.

Pour autant, beaucoup reste à entreprendre et nous devons le faire avec le même état d'esprit de cohésion et de responsabilité. Nous avons su en particulier le démontrer lors de l'assemblée générale exceptionnelle du 19 mars dernier où nous avons approuvé à près de 86% et par vote électronique, tant les statuts proposés de la future Agence Nationale du Sport que le mode de représentation du mouvement sportif en son sein. Cette adhésion remarquable a été soulignée par bien des acteurs, et ce d'autant plus que certains d'entre eux avaient auparavant indiqué que le sujet faisait débat au point d'imaginer des divisions. Des débats, il y en eut, quoi de plus normal, des divisions non, car à chaque fois nous avons su et pu trouver ensemble des solutions.

Je crois pouvoir être l'interprète du plus grand nombre pour dire que nous pouvons être légitimement fiers de notre cheminement sur ce dossier de la gouvernance du sport français. Il est un parfait exemple de ce que la co- construction peut amener en termes d'adhésion et d'impulsion.

L'Agence Nationale du Sport est donc née et bien née, elle est présidée par Jean CASTEX, déjà délégué interministériel aux Jeux de 2024, et dirigée par Frédéric SANAUER que la plupart d'entre vous connaissent bien. Organisée sous forme d'un GIP, elle se veut un vrai modèle de gouvernance partagée. Le mouvement sportif y détient 30% des voix, tout comme l'Etat et les collectivités territoriales, les 10% restants revenant aux représentants du monde économique, lequel a su s'organiser très rapidement pour cela, et c'est assez remarquable pour être souligné.

Je souhaite aussi adresser des remerciements particuliers à notre Ministre, Roxana MARACINEANU et à son cabinet pour la qualité du travail commun, l'écoute réciproque et les résultats obtenus. Merci aussi au CPSF et à ses Présidentes successives, Emmanuelle ASSMANN et Marie-Amélie LE FUR pour le discours commun que nous avons toujours su tenir et enfin aux représentants du sport professionnel dont la place est au sein du mouvement sportif et nulle part ailleurs.

Les premiers effets de la nouvelle gouvernance se sont déjà fait sentir avec la gestion par 29 fédérations, à titre expérimental, de la dotation relative à la part territoriale précédemment gérée par le CNDS et désormais assurée par leurs soins dans le cadre du projet fédéral de développement. Je veux les remercier car il n'est jamais aisé de se lancer comme cela dans une démarche nouvelle, non dénuée de risques, et surtout à la veille d'une année électorale.

Nous devons analyser cette phase expérimentale comme une démarche de confiance en termes de responsabilisation mais il nous faut d'ores et déjà imaginer aller plus loin. En 2020, cette confiance doit s'étendre, d'abord parce que la démarche concernera toutes les fédérations, mais il nous faut aller plus loin et obtenir aussi de gérer les ex-emplois CNDS dévolus au mouvement sportif et désormais confiés à l'Agence. Il serait évidemment logique et plus cohérent que politiques de développement et d'emplois soient placées de concert sous

la même ombrelle fédérale, et ce devra être notre prochain objectif dans le cadre des projets de développement fédéraux. Enfin, pour que la boucle soit complète et le cercle vertueux, il faudra bien que la formation suive et que les diplômés fédéraux soient aussi reconnus pour enseigner contre rémunération. C'est un facteur clé de la création d'emplois sportifs.

En 2020 donc, et là c'est un engagement que nous avons pris, toutes les fédérations membres du CNOSF devront être à même d'avoir un plan de développement fédéral se déclinant jusqu'au club et par là-même être responsabilisées pour répartir les moyens distribués par l'agence pour cela. Nous allons les accompagner et faire en sorte que tout le monde soit présent au rendez-vous. C'est un challenge qu'il nous faut relever et nous allons le faire, comme nous avons su relever celui de l'évolution de notre modèle.

Celui-ci a plus évolué en un an et demi qu'en 60 ans d'existence, et je suis convaincu que demain il sera une référence, tout simplement parce qu'il est fait de l'addition des forces, de la complémentarité des acteurs et de leur volonté de mieux faire ensemble. Il attire déjà beaucoup de curiosités et de questions en provenance d'autres pays qui s'interrogent aussi sur l'évolution du leur.

Certes, tout n'est pas parfait, et il y a encore des interrogations, voire des incertitudes, notamment en matière de financement mais objectivement, même les plus dubitatifs, voire les plus réfractaires, reconnaîtront que ce qui pouvait apparaître hier comme figé, est aujourd'hui différent et que cette évolution doit nous conduire à croire en notre capacité à construire, nous qui avons plus souvent été unis pour s'opposer plutôt que pour proposer et qui devons être désormais convaincus qu'ensemble tout est possible : Gagner les jeux comme Faire de la France une Nation sportive.

C'est cet objectif qui aujourd'hui nous interpelle car on ne sent pas l'impulsion attendue après le succès de Lima. Le moins que l'on puisse dire est qu'il reste beaucoup de chemin à parcourir et une condition essentielle à remplir, mais nous en reparlerons en fin de mon intervention.

La gouvernance du sport n'aura pas été le seul sujet de travail depuis notre célébration du 13 septembre 2017. C'eut été pourtant dans la logique des choses que nous soyons dans une dynamique ultra-positive, et pourtant ce ne fût pas le cas. Il a fallu entre autres qu'on discute et prenne position sur d'autres sujets parfois générateurs de tension, comme le budget ou la situation des CTS. Ces sujets, récurrents, perturbants et souvent déstabilisants ne peuvent plus être abordés sans le recul et la sagesse nécessaires à une évaluation des risques et conséquences liés à un état des lieux objectif et réaliste.

Nous ne pouvons plus nous permettre de perdre du temps et de l'énergie alors que l'échéance 2024 arrive à grand pas. Alors que nous devrions être dans une logique de dynamisme au sortir de ces travaux constructifs liés à la création de l'Agence Nationale du Sport, nous sommes dans la gestion de crise et de sortie de crise. Il est temps, plus que temps que cela cesse et que le sujet des CTS en particulier ne soit plus une source de préoccupation ou de trouble.

Le courrier adressé au Président de la République à l'issue de la réunion de l'ensemble des fédérations le 16 mai dernier, est l'expression d'une démarche unitaire et constructive en même temps qu'il illustre une certaine forme d'incompréhension, pour ne pas dire de

perplexité, voire de désarroi. Tout cela faisait suite à une réunion tenue sur le sujet des CTS avec la Ministre à propos de laquelle certains d'entre vous m'ont indiqué qu'ils avaient été un peu pris de court et qu'ils auraient dû s'exprimer de manière plus directe. Il est certain néanmoins que la position ferme exprimée par le mouvement sportif a modifié de manière sensible l'appréhension de la situation par chacun des acteurs concernés. Il en est résulté la récente prise de position de la Ministre sur le sujet des CTS mais aussi sur la méthode générale.

Cette évolution n'était pas si évidente que cela il y a seulement quelques jours et elle est le signe aujourd'hui d'une volonté de retour à une certaine sagesse et surtout à un changement de méthode. Il me semble que nous nous devons de répondre favorablement à cette ouverture mais aussi de réaffirmer que les futures réflexions devront être guidées par le seul souci de la performance et de l'efficacité.

Et puis heureusement, il y a d'autres sujets, qui doivent aussi nous mobiliser, mais différemment parce qu'engendrant des propositions d'action, et qui sont porteurs de perspectives très positives pour les fédérations et leurs Clubs.

Je crois d'abord qu'il est important que chacun ait bien conscience que tout est lié et que nous devons avoir une vue globale des choses, et surtout pas parcellaire, même si c'est vers cette analyse qu'on nous a parfois entraînés.

Vous le savez et m'avez constamment entendu le répéter, c'est le Club qui est au cœur de notre mouvement, c'est lui qui nous rassemble et constitue le ciment indispensable à notre unité. Oui, aujourd'hui le Club a besoin de se questionner et de proposer de nouvelles offres de service et de pratiques à ses membres actuels ou futurs. Et nous devons l'aider pour cela mais en même temps, le Club ne peut pas être acteur de la concurrence dans laquelle certains souhaitent parfois l'amener.

Le Club a fait de l'accueil pour tous, sa dimension première et de l'épanouissement de ses membres son engagement de base. Il crée du lien social, c'est l'un des lieux où l'on éduque avec la famille et l'école, et c'est là que s'apprennent les respects de soi, de l'autre et de la règle. Il crée des repères et participe à ce que chacun se forge une identité à travers une vie collective. Même si ces éléments sont connus de tous, il est toujours bon de les rappeler pour ne plus que l'on nous demande de nous situer sur un champ concurrentiel avec le secteur marchand ou même avec le secteur associatif non fédéré.

Beaucoup d'entre vous m'ont demandé de reprendre la campagne faite il y a une vingtaine d'années sur le thème « le sport c'est mieux dans un Club ». Ils ont raison et aujourd'hui je leur dis oui, sans réserve, mais en adaptant le message à la communication et aux enjeux de notre époque. Pour être performant dans cette perspective, mettons le Club au centre d'un dispositif promotionnel où tous les éléments sont importants et complémentaires.

Commençons par l'Ecole car c'est le lieu par où tous les Jeunes passent. Nous devons, pour renouer un lien distendu avec les enseignants ne pas nous contenter d'incantation mais bien proposer des dispositifs d'action dans lesquels ils se sentent associés, concernés et pourquoi pas motivés. Les « Jeux des Jeunes » pour lesquels le concept reste à préciser doivent répondre à cette ambition tout comme la perspective de la carte passerelle temporaire.

Le triptyque Jeux des Jeunes, carte passerelle temporaire et application mobile « Mon Club près de chez moi » doit permettre de générer un élan des Jeunes vers les Clubs. Parlons-leur de plaisir, les aspects d'éducation et de santé, bien évidemment essentiels, iront de pair. Valorisons aussi les initiatives sociétales des Clubs. Ce sont Nos Clubs, ne laissons pas à d'autres le soin de le faire à notre place. C'est aussi pour cela qu'afin d'avoir une promotion inédite et de qualité, le Club aura aussi une place importante au sein de la programmation de la Chaîne « Sport en France » que nous allons lancer tout à l'heure et dont je souhaite parler quelques instants.

Voyez-vous, cela va être un moment d'exception pour nous tous que de créer une chaîne de télévision pour tous les sports, basée sur l'égalité des chances et non sur des préjugés d'intérêt médiatique ou d'audience. Sport en France va être immédiatement disponible sur les réseaux d'Orange, de Bouygues et de Free qui ont fait un effort exceptionnel en adaptant leur calendrier pour nous permettre d'être diffusé dès ce jour.

C'est un formidable encouragement qui nous est ainsi donné par cette démarche inédite et nous l'apprécions comme il se doit. Notre chaîne sera vue sur tous les réseaux câblés et satellitaires avant la rentrée de septembre et ce gratuitement, elle sera évidemment visible sur le web, les tablettes et les mobiles avec les possibilités de participation active que permettent les réseaux sociaux.

Elle va être la chaîne du mouvement sportif français tout simplement parce que c'est le CNOSF qui disposera du choix final en termes de programmation de reportages sportifs et que son but ultime sera de faire la promotion des activités du mouvement sportif sous toutes ses formes, sans limitation ni exclusive puisque les images produites seront données à qui en fera la demande. C'est suffisamment inédit pour être souligné et je veux aussi dire que cette volonté de diversité et de promotion sans limite est totalement partagée par notre partenaire Media 365, filiale du groupe REWORLD, qui a aussi souhaité que toutes les recettes publicitaires soient intégralement réinvesties dans la production d'images.

Pour moi qui ai milité depuis 20 ans pour une autre manière de faire de la télévision sportive, c'est un rêve qui prend forme mais j'ai conscience aussi qu'il va falloir démontrer que ce que nous proposons va effectivement changer le paysage audiovisuel sportif. Nous sommes déterminés et confiants, les premiers signes d'intérêt étant extrêmement encourageants, notamment en propositions de produits prêts à diffuser. Un grand merci à toutes les fédérations qui se sont mobilisées pour nous permettre de disposer d'images d'événements, de portraits ou de reportages afin de constituer un préprogramme de qualité, indispensable dans la période précédant le lancement.

Aujourd'hui 28 mai 2019 marque le lancement officiel de la chaîne « Sport en France », la chaîne du mouvement sportif français, lancement auquel nous allons procéder tout à l'heure après notre Assemblée Générale.

Même si le projet n'est pas en lien avec la perspective PARIS 2024, je crois quand même qu'on peut imaginer qu'il en soit un des tous premiers signes de concrétisation de l'héritage espéré de ces Jeux. Ce sujet de l'héritage est primordial, il a été la base de notre engagement de départ et nous avons tous envie d'y participer, ou même de le porter. Le COJO y travaille

ardemment, nous sommes à ses côtés pour le réussir et c'est pour cela que les actions que nous voulons entreprendre au service des fédérations et des Clubs doivent être une illustration de l'héritage que nous souhaitons et pour lequel nous devons nous mobiliser en étant force de propositions et d'actions. Vous savez que vous pouvez compter sur les équipes du CNOSF pour cela.

Après une période un peu délicate que je qualifierais de transition, le rythme de croisière est là et les équipes du COJO et du CNOSF travaillent de concert, chacune avec sa compétence et son territoire, pour que nous puissions être opérationnels du mieux possible.

Si le challenge de la célébration des Jeux est quasiment du domaine exclusif du COJO, celui de l'héritage, dont je viens de parler rapidement, est partagé, tout comme celui de l'engagement. A propos de ce dernier, c'est aussi un challenge essentiel qui nous attend et que nous nous devons de réussir. Les Jeux seront d'autant plus utiles à notre mouvement que les Français en partageront l'intérêt et seront enthousiastes tant à leur construction qu'à leur réalisation. Le mouvement sportif, de par son implantation locale et ses capacités d'organisation, aura bien sûr un rôle de premier rang à tenir dans cette stratégie d'engagement. Il faut toutefois, et simplement, se dire qu'il sera plus facile et logique pour lui de le faire si sa vie quotidienne, et en particulier celle de ses clubs, est rendue plus simple et surtout si la considération et la reconnaissance que justifie amplement son action sociétale est enfin au rendez-vous.

Voyez-vous, on parle souvent de la reconnaissance des bénévoles, voire de leur statut, là n'est pas la question car bénévole signifie d'abord bien vouloir. Ce que les bénévoles attendent, c'est d'abord que la cause pour laquelle ils se sont librement engagés, soit elle reconnue. On parle souvent de sport mais le sport ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans celles et ceux qui l'ont construit à savoir les acteurs du mouvement sportif, bénévoles et professionnels.

Ce n'est pas parce que le sport est devenu un enjeu commercial, qu'il se pratique souvent de manière individuelle ou dans des associations non fédérées qu'il faut pour autant miser sur ces nouveaux types de pratique ou d'organisations. Le rôle du Club fédéré est irremplaçable, et ce serait une erreur historique et lourde de conséquences que de le négliger pour faire le pari d'une autre forme de pratique, certes respectable, mais pour autant dénuée des valeurs que l'on attribue généralement, et à tort, au sport alors qu'elles sont seulement celles du sport associatif organisé sous l'égide d'une fédération.

Alors c'est simple, et j'y reviendrai en conclusion. Nous avons obtenu l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été en France 100 ans après les derniers. Du plus petit militant de base jusqu'au sommet de l'Etat, chacun s'est plu à souligner que les Jeux devaient permettre à la France de devenir une Nation sportive. Oui, c'est l'objectif que nous nous sommes tous fixés et auquel nous croyons tous, mais qui ne sera qu'un vœu pieux tant que l'on considèrera le sport comme une charge et non comme un investissement.

D'autres pays ont organisé les Jeux avant nous, mais nous serons les premiers à le faire dans le cadre de l'Agenda 2020 dont le souci pour la durabilité et l'héritage est prioritaire. C'est le moment ou jamais pour que tous les décideurs, politiques, économiques ou médiatiques en prennent conscience.

La France est un pays de culture et on a trop souvent opposé celle-ci au sport. Mais aujourd'hui le sport est reconnu comme un élément essentiel des sociétés modernes, il est temps, plus que temps que le mouvement sportif qui a œuvré pour qu'il en soit ainsi, en recueille les bénéfices qu'il mérite.

Le mouvement sportif rapporte à la Nation beaucoup plus que ce que celle-ci ne lui donne en retour. Il est temps, plus que temps de changer de paradigme et je vous propose que nous nous positionnions en fin de réunion en ce sens.

Un autre sujet, important parce qu'il nous concerne tous, est celui de notre propre gouvernance. Beaucoup de gens en parlent, parfois sans savoir, souvent en généralisant. Nous avons fait il y a quelques années un recueil de préconisations, il a inspiré certains et c'est tant mieux car comme toutes préconisations, celles qui étaient faites l'étaient tant pour inspirer que pour prendre les devants avant que d'autres ne s'en emparent pour nous, y compris par l'intermédiaire de la loi. Ces dernières années ont déjà conduit à certaines modifications nécessaires pour satisfaire à la parité ou au nouveau découpage régional et cela donna lieu à un travail important que peu de fédérations sont prêtes à renouveler sans que les conséquences en aient été pesées.

Nous avons donc décidé de dresser d'abord un état des lieux à partir des réponses formulées. Un groupe de dirigeants bâti à partir de celui qui a élaboré un plan type de développement a été missionné pour tirer des premières conclusions et nous permettre de bâtir un argumentaire correspondant à la réalité du terrain pour que personne ne s'approprie ce sujet sans s'appuyer sur des données concrètes et objectives. L'information que nous pourrons faire sera la meilleure forme d'anticipation et nous évitera de subir sur des à priori ou des idées préconçues.

Si les sujets de gouvernance, de financement ou de situation des CTS nous ont mobilisés et plutôt fortement tout au long des derniers mois, pour autant le cours des actions engagées s'est poursuivi et plutôt intensément. Jean-Michel BRUN, secrétaire général vous en fera un compte-rendu complet dans quelques instants et Jean-Lou CHARON, trésorier général en fera de même pour ce qui est de la situation financière dont je souhaite simplement préciser qu'elle va nous permettre d'imaginer avec confiance mais sans excès pour autant, l'installation du Club France de Tokyo 2020 que nous allons cogérer avec le COJO. Je suis d'ailleurs heureux de souligner que plus personne aujourd'hui, ni en interne, ni en externe, ne s'interroge sur le bien-fondé des dépenses qui s'y affèrent, preuve s'il en était besoin que le Club France, tant à Londres qu'à Rio, se devait lui aussi d'être pris comme un investissement plutôt que comme une charge.

A cet instant de mon intervention, je souhaite adresser à mes collègues du Bureau exécutif mes plus vifs remerciements pour leur engagement et leur soutien. Merci aussi aux membres du Conseil d'administration, aux présidents de commission, à celles et ceux qui se sont régulièrement investis dans les différents groupes de travail, aux membres du comité de déontologie et de la conférence des conciliateurs, et plus généralement à toutes celles et ceux, y compris en dehors de notre mouvement qui ont contribué à ses actions et à son

rayonnement. Merci aux Présidents de CROS, de CTOS et de CDOS qui ont eu et vont avoir encore un rôle important à jouer dans l'animation de leurs territoire. Merci enfin aux athlètes et à l'encadrement tant technique que médical pour ce qu'ils nous apportent en émotion et fierté.

Je ne saurais terminer mes remerciements sans ceux délivrés en particulier aux partenaires du CNOSF et à son personnel.

Pour ce qui est des partenaires, vous savez que depuis le 1^{er} janvier 2019 et la mise en place du programme de marketing conjoint, c'est au COJO et à lui seul qu'il revient de développer un programme de partenariat, même si certaines activations sont partagées avec le CNOSF. Je suis d'ailleurs très heureux et fier que le premier partenaire du COJO soit BPCE et j'espère que le second sera la FDJ. Tous deux sont engagés depuis longtemps aux côtés du mouvement sportif en général et du CNOSF en particulier. D'autres de nos anciens partenaires ne sont pas ou pas encore positionnés auprès du COJO pour être à ses côtés mais je veux les citer pour rappeler leur engagement à nos côtés et les remercier de celui-ci. Honneur donc à la MAIF, la MDS, la MGEN, Harmonie Mutuelle, le groupe VYV, LACOSTE, DECATHLON, le CLUB MED et le groupe l'OR. J'en profite d'ailleurs pour vous dire que nous publierons très prochainement le deuxième catalogue des offres solidaires de certains de ces partenaires à l'attention du mouvement sportif. Par ailleurs, plusieurs d'entre eux vont nous suivre en tant qu'annonceurs de la chaîne Sport en France et nous nous en réjouissons. Merci aussi aux partenaires internationaux du CIO qui sont aussi de fait ceux de Paris 2024 et avec qui nous avons aussi fait un bout de chemin. Je voudrais adresser un salut particulier à TOYOTA avec qui le partenariat devrait continuer tant pour le CNOSF que pour les fédérations. Je salue aussi nos partenaires médias France Télévisions que je félicite chaleureusement pour le succès d'obtention des droits de diffusion des Jeux de Paris 2024 et RMC, radio officielle de l'Equipe de France Olympique.

Un grand, très grand merci au personnel du CNOSF qui s'est fortement impliqué dans l'ensemble des dossiers. Depuis quelque mois, chacun a pu réaliser que les missions du CNOSF allaient évoluer mais positivement, que chacun allait pouvoir travailler harmonieusement avec son homologue du COJO et que le CNOSF était dans une phase de projets et d'actions, synonymes d'ambition et de prospectives.

J'ai toujours dit qu'il fallait un univers serein pour que chacun puisse s'y épanouir, y compris en travaillant, nous nous efforçons chaque jour de l'améliorer et je veux adresser un remerciement particulier à Stéphane GOUDEAU, Directeur général, qui manage et épaulé chacun dans ses rôles et missions.

J'en arrive à la fin de mon intervention, plus longue que d'habitude je le concède, mais les circonstances sont particulières. Avant de conclure permettez-moi un clin d'œil à notre vice-présidente déléguée Brigitte HENRIQUES, par ailleurs Présidente du Comité d'organisation de la coupe du monde féminine de football à qui je souhaite en votre nom à tous le meilleur, avec à la clé le succès attendu sur tous les plans.

J'en arrive donc à ma conclusion. Tout à l'heure, vous aurez à vous prononcer sur l'intérêt de valider un projet pour le sport français contenant 24 propositions d'engagement du

mouvement sportif et assorti de 8 actions que nous vous proposons d'entreprendre au bénéfice des Fédérations et des Clubs. Ce projet, ces actions doivent nous permettre de faire bouger les lignes pour que le mouvement sportif en sorte renforcé à court et moyen termes.

Vous avez reçu seulement mercredi dernier une présentation de ce projet sportif pour la construction duquel nous sommes partis du plan et des grandes lignes de celui établi à l'issue de nos travaux sur le sujet en 2013. Je sais que cette proposition n'a pas pu bénéficier du temps d'échange que vous auriez souhaité avoir mais je vous demande de partager le fait qu'il est impératif d'avoir un projet sportif pour affirmer une position du mouvement sportif alors que nous savons que le Gouvernement prépare un Comité Interministériel aux Jeux et au Sport à l'issue duquel le Président de la République devrait prendre la parole pour fixer le cap à l'horizon 2024.

Comment pourrions-nous être absents du débat et laisser des conclusions se faire sans que l'acteur majeur de l'obtention des Jeux participe à ce qui pourrait être la fixation des conséquences de ces Jeux pour l'avenir du sport français à l'horizon de la décennie qui va s'ouvrir. J'espère que vous la soutiendrez largement parce qu'elle doit aussi être supportée par tous pour pouvoir optimiser ses chances de succès, lequel ne dépend évidemment pas que de nous.

Le courrier que nous avons envoyé au Président de la République se termine par ce qui pourrait être la signature de cette Assemblée Générale et l'expression tant de nos convictions que de nos passions.

Nous avons milité pour que Paris et la France soient candidats à l'obtention des Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024 et nous les avons obtenus. Notre moteur, inscrit en titre du programme que nous avons adopté à la quasi-unanimité en janvier 2013, était et est encore de « Faire passer la France d'une nation de sportifs à une nation sportive ».

Le combat, car c'en est un, est loin d'être gagné mais ce ne doit pas être une déception que d'avoir à le mener, il faut au contraire que ce soit une motivation et que nous le fassions sans faille, de manière unitaire, dans le respect comme nous l'avons toujours fait, mais surtout avec la force de ceux qui croient en leurs rêves.

Alors disons-le ensemble haut et fort :

« La France ne sera un pays sportif qu'à partir du moment où le sport sera considéré comme un investissement et pas comme une charge. »

Faisons le savoir davantage, plus fort, avec encore davantage de détermination, il en va de notre futur et de l'héritage des Jeux.

Merci de votre attention et à tout à l'heure pour le lancement de « Sport en France ».